



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie
Lectures (2002-2010)

Patrick Viveret, Reconsidérer la richesse, Editions de l'Aube, 2003

Sandrine Rousseau



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/1300>

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Sandrine Rousseau, « Patrick Viveret, Reconsidérer la richesse, Editions de l'Aube, 2003 », *Développement durable et territoires* [En ligne], Lectures (2002-2010), Publications de 2003, mis en ligne le 18 mars 2004, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/1300>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Patrick Viveret, Reconsidérer la richesse, Editions de l'Aube, 2003

Sandrine Rousseau



L'ouvrage de Patrick Viveret se compose dans une première partie, d'une conférence tenue à Lille en 2002, suivie du texte du rapport demandé par Guy Hascoët, secrétaire d'Etat à l'Economie Solidaire. Constatant en effet que «la vie associative et, plus largement, l'économie sociale et solidaire voient leur contribution à la richesse collective sous-estimée», G. Hascoët avait confié à P. Viveret la mission d'étudier les nouvelles formes de richesses, les modalités d leur reconnaissance et leurs implications.

- 1 La première partie présente à nos yeux un intérêt moindre dans la mesure où elle retrace à grands traits et de manière moins précise et moins argumentée les éléments de la seconde partie, c'est-à-dire le rapport. Nous nous concentrerons donc sur la seconde partie du livre dans laquelle l'auteur entend livrer une critique du mode de calcul de la richesse d'un pays telle qu'elle est faite actuellement au travers du seul PIB (Produit Intérieur Brut).
- 2 Les critiques émises au sujet du PIB sont désormais classiques et bien connues des experts: indicateur d'activité économique, il possède une marge d'incertitude peu mise en avant lors de son interprétation et qui relativise les 2 ou 3 points de croissance qu'il peut connaître en une année. Par ailleurs, c'est un outil de mesure des flux monétaires sans prise en compte des destructions provoquées par une activité économique peu respectueuse de la nature ou du lien social. Les objets comptabilisés dans le PIB et la manière dont ils le sont n'ont pas l'objectivité et la neutralité qu'ils prétendent avoir, ils sont le résultat de conventions et de compromis à une époque particulière et doivent être régulièrement réinterrogés pour être adaptés aux mutations du système économique.

Enfin, ils s'appuient sur une unité de mesure qui repose elle-même sur un compromis instable et évolutif : la monnaie dont on sait que la valeur même peu varier mais aussi qu'elle se base sur une relation de confiance entre contractants et utilisateurs susceptible de se rompre en cas de crise (lire à ce sujet Aglietta, Orléan, La monnaie entre violence et confiance, 2002 ou encore Stiglitz, La grande désillusion, 2002).

- 3 Voici pour les grandes critiques formulées à l'encontre du PIB. Suit une analyse d'autres indicateurs proposés par divers organismes et groupes sociaux comme l'indicateur de développement humain, le PIB vert ou l'indicateur de « social health » qui complètent voire peuvent remplacer le PIB.
- 4 L'interrogation principale de l'auteur tout au long du livre est de savoir comment mieux rendre compte d'un développement durable, c'est-à-dire respectueux de l'homme en société et de la nature dans laquelle il vit. But résumé dans la phrase suivante: «Le concept de développement durable et celui de développement humain doivent être liés afin d'inscrire clairement tout objet de croissance économique comme un moyen et non une fin» (p. 197).
- 5 Le but de l'auteur est pertinent: les interrogations sur le PIB sont en effet nombreuses et émanent de divers horizons ce qui, en soi, constitue une remise en cause de sa légitimité. L'argumentation est fournie, détaillée et sans cesse illustrée ce qui la rend agréable à lire. Le rapport contient un certain nombre de propositions qui lui évitent de tomber dans la critique stérile de l'hégémonie économique trop souvent rencontrée. Enfin, une partie de l'ouvrage est consacrée à la réponse aux grandes critiques entendues sur le rapport intermédiaire prenant ainsi de court une partie des remarques que le lecteur ne manque pas de se faire.
- 6 Deux questions mériteraient cependant davantage de précisions.
- 7 La première est de savoir à quoi sert une éventuelle transformation du PIB?
- 8 A la lecture de la thèse de l'auteur on a parfois l'impression que le but ultime serait de faire apparaître les pays riches un peu moins riches, en considérant les destructions dont ils se rendent coupables, et de rendre les pauvres un peu moins pauvres puisque disposant encore d'un lien social développé et de ressources naturelles moins abîmées car moins exploitées. Il y a là de bonnes intentions mais est-ce pour rendre compte d'une autre réalité ou pour mieux accepter les différences existantes? Dans le même ordre d'idée, la question du travail «invisible» des femmes est posée étrangement. L'auteur nous dit qu'il faudrait l'intégrer aux comptes du PIB pour le rendre visible. La question posée est dès lors de savoir en quoi un changement d'indicateur modifierait la position des femmes dans la société. Les chiffres de la répartition des tâches au sein du couple sont connus, passent dans les médias régulièrement et ne subissent que des évolutions mineures. Dès lors, la prise en compte dans le PIB du travail invisible des femmes relève-t-il d'un désir de considération du travail des femmes (et dans ce cas rien ne change quant à l'inégalité, la réalité devient plus acceptable aux yeux de certains puisque reconnue, leur conscience est sauvée) ou est-ce pour modifier les inégalités hommes - femmes ancrées profondément dans la société et dans ce cas, le changement de calcul du PIB est-il le bon outil? Pour les pays pauvres n'est-ce pas au rapport de domination qu'il faut s'attaquer plutôt qu'à la manière dont on mesure l'écart de richesses. L'exposé des objectifs peut prêter à confusion dans l'esprit du lecteur. Au sujet du travail domestique: sa reconnaissance est intéressante dans le but d'une comparaison internationale des PIB.

Dans ce cas en effet, le taux d'activité des femmes peut avoir un impact sur la richesse produite.

- 9 La seconde remarque concerne directement le PIB. Comme le note l'auteur, c'est un indicateur créé dans le but de mesurer la puissance industrielle d'un pays, c'est la raison pour laquelle il se centre sur les flux monétaires. Le plus grand inconvénient, me semble-t-il, de son utilisation actuelle, tient dans l'oubli de son utilité première et des incertitudes quant à son mode de calcul. Le fait qu'il y ait eu un glissement entre son but initial et la volonté de mesurer la richesse, représente le problème majeur, mais pour autant doit-on remettre en cause l'indicateur parce qu'il a été mis dans des mains trop promptes à en généraliser l'interprétation? Le naufrage de l'Erika augmente le PIB comme le note l'auteur mais en effet, il fait fonctionner un certain nombre d'entreprises, de travailleurs, il crée donc de la valeur pour les entreprises. Les bénévoles en revanche ne font rien perdre au PIB mais ils ne l'augmentent pas non plus simplement parce qu'ils ne sont pas rémunérés et donc ne participent pas à un processus d'accumulation. Je ne vois pas en quoi cela pose un gros problème. L'unicité de l'indicateur reconnu est plus gênante. Si l'on ne dispose que du PIB pour juger de la vitalité d'un pays alors en effet, il y a un problème, mais s'il est couplé à d'autres, déjà existants, comme le «social health» dont l'évolution comparée avec le PIB est éloquent, alors on relativise la qualité du développement et le bien-être des sociétés dites «riches».

AUTEUR

SANDRINE ROUSSEAU

Sandrine Rousseau est Maître de conférences, économie, Université de LilleI. Elle co-anime la rubrique "Lecture" de la revue DDT. sandrine.rousseau@univ-lille1.fr